

**Politique étrangère - Union  
européenne - Lutte contre le  
terrorisme - Discours de M.  
Emmanuel Macron, président de la  
République, devant le parlement  
réuni en congrès - extraits**  
(Versailles, 03 juillet 2017)

(...)

J'en viens à présent au dernier principe de l'action que j'entends mener : construire la paix.

Nous le savons, ce monde dans lequel nous dessinons pour la France un chemin, à la fois neuf et fidèle à sa vocation ancienne, est un monde dangereux. Notre environnement, y compris notre environnement proche, se caractérise par l'accumulation des menaces. C'est bien l'ombre de la guerre qui, à chaque nouvelle crise, se profile. La déflagration mondiale n'est plus le spectre que brandissent les pessimistes : elle est pour les réalistes une hypothèse sérieuse. Les affirmations de puissance reviennent ou émergent. Les mouvements terroristes se développent dans de multiples régions avec des moyens qui augmentent leur capacité de nuisance. Ils sont là dans nos sociétés. Les guerres régionales atteignent des degrés nouveaux de barbarie. Les alliances d'hier s'effritent, l'ordre multilatéral doute de lui-même, les régimes autoritaires ou les démocraties «illibérales» fleurissent.

L'espace cybernétique propage et amplifie les instruments de cette guerre du tout contre tous. La dérive du monde impose son rythme erratique, ses excès en tous genres, détruisant l'homme, le déracinant, effaçant sa mémoire, bousculant son imaginaire. C'est cela le monde dans lequel aujourd'hui nous vivons ! Il ne s'agit pas de l'appréhender avec un pessimisme défait, non ! Cela nous impose des devoirs, les plus graves sans doute qu'une nation puisse porter, celui de maintenir ouverte partout la voie de la négociation, du dialogue et de la paix face aux entreprises les plus sinistres.

La vocation de la France, sa fidélité à son histoire est de savoir construire la paix et promouvoir la dignité des personnes.

C'est pourquoi partout nous devons agir d'abord pour protéger nos intérêts et au premier chef notre sécurité. C'est ce qui m'a conduit à réaffirmer notre engagement au Sahel comme au Levant, pour lutter contre le terrorisme et contre tous les fanatismes dans notre intérêt comme dans celui des peuples concernés. Et je sais là l'engagement de nos forces armées chaque jour depuis tant de mois. Mais une telle action ne peut être efficace que si elle s'inscrit dans la durée et vise donc à construire les solutions politiques permettant la sortie de crise et donc de savoir dans toutes ces régions parler avec toutes les puissances, y compris celles qui ne partagent pas nos propres finalités ou nos propres valeurs pour trouver une issue et la

construire !

Je ne vous proposerai pas dans ce cadre de nous substituer à d'autres peuples parce que nous voudrions ailleurs imposer nos principes ou nos valeurs car je ne veux pas qu'apparaissent de nouveaux États faillis.

Toujours la France doit respecter en même temps qu'elle lutte contre le terrorisme et tous les excès, en même temps qu'elle protège sa propre sécurité et ses valeurs, elle doit respecter la souveraineté des peuples. Mais partout où les libertés ne sont pas respectées, nous oeuvrerons, à travers notre diplomatie et nos actions de développement, afin d'aider les minorités, de travailler au service des sociétés pour le respect des droits. Cela suppose un travail exigeant, parfois long et ingrat, qui impose de replacer la France au coeur du dialogue entre les nations. C'est depuis plusieurs semaines ce que je m'emploie à faire, du Mali à l'Ukraine en passant par la Syrie, en passant par le Golfe, en échangeant en profondeur avec tous les dirigeants du monde. La France doit partout contribuer à bâtir ou rebâtir des équilibres multiples, même si parfois ils demeurent fragiles.

Notre outil militaire dans ce contexte revêt une importance majeure. J'ai déjà ordonné une revue stratégique de défense et de sécurité. Avec comme fils directeurs les principes d'indépendance et d'autonomie de décision, nos armées assureront les missions que je leur ai confiées : la dissuasion, clé de voûte de notre sécurité ; la protection de nos concitoyens et de nos intérêts ; l'intervention là où le respect du droit et de la stabilité internationale sont menacés. La prévention des crises et leur résolution sera gérée de manière globale en n'oubliant jamais que seuls la stabilisation et le développement permettent de créer les conditions d'une paix durable.

Nos forces armées sont les conditions de cette capacité de dialogue, de cette crédibilité française et de cette capacité partout à construire la paix. Et cette indépendance que j'appelle de mes vœux ne veut pas dire pour autant solitude. La France sera fidèle à toutes ses alliances.

Les prochaines années seront pour nos armées celles d'un renouvellement stratégique et tactique. Je sais qu'elles y sont prêtes car elles sont aux avant-postes du monde tel qu'il va, avec cette vigilance et cet engagement qui font honneur à notre pays.

Vous le voyez, les menaces n'ont jamais été si grandes et l'ordre multilatéral est sans doute plus fragilisé qu'il ne l'a jamais été, divisé, bousculé alors que plus que jamais, elle est sans doute nécessaire.

Dans les années à venir, le rôle de la France sera de défendre la sécurité, l'égalité face aux excès, les libertés, la planète face au réchauffement climatique, tout ce qui constitue notre bien commun universel et qui aujourd'hui dans trop d'endroits est remis en cause !

Toucher du doigt le moment inédit que nous vivons. Nous nous sommes bâtis depuis le 18ème siècle sur un équilibre que nous pensions de toute éternité, entre des démocraties, des valeurs libérales, nos libertés, une économie de marché qui permettait le progrès des classes

moyennes. Tout cela est aujourd'hui profondément basculé, transformé, menacé.

Des régimes autoritaires réussissent dans l'économie de marché. Des démocraties que nous croyions hier des alliés de toujours menacent l'ordre international, se mettent à douter de ses propres règles. Notre vocation, notre rôle aujourd'hui, c'est précisément, plus encore qu'hier, de les rappeler, de les porter, de les faire, de les tenir. Ce sera cela mon cap, notre cap et aucun autre.

Ce cours du monde en quelque sorte vient éprouver notre résistance et notre cohérence. C'est à titre d'exemple ce que nous vivons avec les grandes crises migratoires qui traversent aujourd'hui l'Afrique, la Méditerranée et à nouveau l'Europe. Les mois prochains, nous aurons des décisions difficiles à prendre et nous devons à la fois mieux les prévenir par une politique de sécurité et de développement ambitieuse sur toutes les zones de fragilité et de conflit. Nous devons réexpliquer et agir partout, quand il y a la guerre, quand il y a le réchauffement climatique qui déstabilisent tant de ces régions.

Mais nous devons aussi mieux endiguer ces grandes migrations par une politique de contrôle et de lutte contre les trafics de personnes. Il faut pour cela, de manière coordonnée, en Europe, mener une action efficace et humaine qui nous permette d'accueillir les réfugiés politiques qui courent un risque réel, car ce sont là nos valeurs, sans les confondre avec des migrants économiques et abandonner l'indispensable maintien de nos frontières.

Pour réussir à tenir ce cap, nous avons besoin d'une Europe plus forte et refondée. Plus que jamais, nous avons besoin de l'Europe. Or, là aussi, plus que jamais sans doute elle est affaiblie par les divisions, par le doute qui s'est installé dans notre peuple.

Pourtant, l'Europe est chez nous autant que nous sommes en Europe. Parce qu'il est impossible de penser notre destinée continentale autrement qu'au travers du projet Européen. L'Europe, l'Europe, c'est nous. C'est un projet de paix, de liberté, de progrès, qui a été pensé et agi avec courage par les générations qui nous ont précédés et avaient vécu la guerre. Nous voudrions aujourd'hui oublier tout cela ! Considérer que face aux divisions, face au Brexit et à tant de soubresauts de l'Histoire, la réponse serait dans une diminution encore supplémentaire, dans une forme d'abandon, dans un bégaiement de l'Histoire.

Négliger l'Europe, s'habituer à la concilier, à en faire le coupable de tous nos maux, c'est trahir ces générations qui nous ont précédés. C'est trahir ce qui fait qu'aujourd'hui, là où nous sommes, nous pouvons librement débattre de l'Europe, pour l'aimer ou pas.

Mais négliger l'Europe, s'habituer à n'en faire qu'un objet de négociation technique, c'est aussi en quelque sorte abdiquer notre Histoire et diminuer la France.

La construction européenne est aujourd'hui également - il faut bien le dire et le voir - fragilisée par la prolifération bureaucratique, par le scepticisme croissant qui en découle.

Je crois fermement à l'Europe. Mais je ne trouve pas toujours ce scepticisme injustifié. C'est pourquoi je vous propose de reprendre de la hauteur, de sortir de la tyrannie des agendas et des calendriers, des méandres de la technique.

La décennie qui vient de s'achever a été pour l'Europe une décennie cruelle. Nous avons géré des crises. Mais nous avons perdu le cap. C'est pourquoi, il revient à une génération nouvelle de dirigeants de reprendre l'idée européenne à son origine, qui est politique dans son essence, une association volontaire réaliste et ambitieuse d'États décidés à faire prévaloir des politiques utiles en matière de circulation des personnes et des biens et notamment de la jeunesse, en matière de sécurité, en matière monétaire et fiscal, mais aussi en matière politique, culturelle.

Les pays de l'Europe, pour lesquels celle-ci ne se réduit pas au marché, mais dessine un espace ou une certaine idée de la valeur de l'Homme, de l'exigence de justice sociale sont reconnus comme prééminents. Ces États-là, ces pays doivent se ressaisir d'un projet décisif et s'organiser en conséquence. Fût-ce au prix d'un examen sans complaisance de notre fonctionnement actuel.

Nous avons une tâche au quotidien à mener, humblement. Je l'ai commencé, grâce au mandat du peuple, d'avoir une Europe qui protège davantage, de procéder aux réformes indispensables, de porter l'ambition européenne dans de nombreux sujets qui font notre quotidien. Mais cela ne suffira pas. Il revient à la France de prendre l'initiative et je souhaite le faire, dans les prochains mois, grâce et par le travail étroit que j'ai d'ores et déjà engagé, en particulier avec la chancellerie d'Allemagne.

D'ici la fin de l'année, sur ces bases, partout en Europe, nous lancerons des conventions démocratiques pour refonder l'Europe justement sur ce projet politique premier, sur cette ambition première qui unit les hommes. Libre à chacun ensuite d'y souscrire ou non.

Mais le temps n'est plus aux accommodages. Il faut reprendre l'Europe à son début, si je puis dire, à son origine même, et faire par là revivre le désir d'Europe, en ne laissant pas le monopole du peuple et des idées aux démagogues ou aux extrémistes, en ne faisant pas de l'Europe non plus un syndicat de gestion de crises qui cherche chaque jour à allonger son règlement intérieur, parce que les voisins ne se font plus confiance.

Nous devons retrouver le souffle premier de l'engagement européen. Cette certitude où furent les visionnaires des siècles passés et les pères fondateurs de l'Europe, que la plus belle part de nos histoires, de nos cultures s'exprimerait justement, non dans la rivalité, encore moins dans la guerre, mais dans l'union des forces. Non dans l'hégémonie de l'un ou l'autre, mais dans un équilibre respectueux qui nous fera toutes et tous réussir.

C'est cette Union dont notre temps a besoin. Parce que c'est cette Union seule qui permettra de relever les défis de la modernité. Parce que c'est bien dans cette Europe que nous partageons une vision commune du monde et de l'homme, une vision trempée aux mêmes sources, forgée par les mêmes épreuves de l'Histoire.

Ces défis sont la transition écologique, qui refonde le rapport de l'homme et de la nature ; la transition numérique qui réécrit les règles sociales et nous oblige à réinventer ce droit continental où depuis tant de siècles, nous avons voulu que la norme respecte l'homme.

C'est enfin le défi de l'humanisme contemporain face aux dangers du fanatisme, du terrorisme, de la guerre, auquel nous répondrons par une défense plus européenne en cours d'édification, mais aussi par une Europe de la culture et de l'innovation.

La paix n'est pas seulement le socle de l'Europe. Elle en est en l'idéal, toujours à promouvoir et seule l'Europe et la France en Europe aujourd'hui peuvent y parvenir.

Alors, oui, nous rompons avec les facilités que nous nous étions données au cours des années précédentes, pour être à la hauteur de ce que le moment exige de nous. Fernand Braudel le disait : «L'Europe ne sera pas, si elle ne s'appuie sur ses vieilles forces qui l'ont faite, qui la travaillent encore profondément, d'un mot, si l'on néglige tous ses humanismes vivants». Ne les négligeons plus.

(...)/.

(Source : site Internet de la présidence de la République)